



## COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ADREP DU 19 MARS 2013

Le président Michel Amary ouvre la séance à 9h30 et remercie les adhérents pour leur participation à cette assemblée générale de l'ADREP dans les locaux de la Fondation de la France Libre - 59 rue Vergniaud à Paris.

Il rappelle l'ordre du jour de l'assemblée et mentionne les noms des différents intervenants extérieurs :

Christian Nicault, Responsable des partenariats ACTIFS- DPS  
Christian Bourreau, Président de l'Union Française des Retraités  
Bruno Després, DRH IBM France  
Jacques Gros, Président du CARA  
Yvan Strohl, Vice Président ASISDI  
Céline Romain, Chargée des relations extérieures Humanis  
Michel Peiger, Président de la Mutuelle IBM

Pour cette assemblée, nous avons reçu 784 pouvoirs (470 nominatifs et 314 en blanc)

### **Rapport moral et d'activités : Michel Amary (Président)**

Je remercie les adhérents présents à cette Assemblée générale. Au cours de l'année 2012 nous avons déploré le décès de 19 adhérents dont Philippe de Sercey qui fut longtemps Trésorier de l'association.

### **Principales actions depuis mars 2012 :**

#### **Organisation**

Actuellement le Bureau est composé des personnes suivantes :

AMARY Michel	Président
GUENAUULT Jean-Claude	Vice Président
HAUTEUR Jeannine	Trésorière
SOUMY Marie-Claude	Communication
HENTGES Gérard	Informatique
POMMIER Béatrice	Relation UFR / CFR
GABAUDE Jacqueline	Conseillère
DE BEAUMONT Jacques	Conseiller

Des postes restent vacants au sein du Bureau : secrétaire général, trésorier adjoint, secrétaire général adjoint et aide au secrétariat de l'association. Nous faisons un nouvel appel à candidature pour le Conseil d'administration et le Bureau.

Nous avons actuellement des Délégués Régionaux (DR) dans toutes les régions



COTTENET Denys	Nord
DE BEAUMONT Jacques	Ile de France Ouest
DELMAS Pierre	Ouest
DUPUIS Rémi	Aquitaine Limousin
DURELLE François	Cote d'Azur
FORTWENGLER Claude	Alsace / Lorraine
FOUCHIER Alain	Provence
GAGNEPAIN Raymond	Sud Est
GUENAULT Jean-Claude	Ile de France Est
HENRY Pierre-Jean	Languedoc-Roussillon
PAVILLARD Alain	Midi Pyrénées
SALLE Daniel	Val de Loire

Denys Cottenet, Jacques de Beaumont, Pierre Delmas et Daniel Sallé ne souhaitent pas, pour raisons personnelles, continuer leur activité de Délégué Régional. Ils assureront l'intérim de cette fonction quelques mois jusqu'à ce que nous ayons trouvé un remplaçant. Pour la région Nord, Didier Becquart accepte d'être de Délégué de l'ADREP et remplacera Denys Cottenet. Le Délégué Régional représente le Bureau de l'association dans sa région et à ce titre intervient auprès des adhérents de son secteur pour les informer et les aider en cas de besoin.

Il est souhaitable également que le D.R. ait des contacts avec les représentants du CARA et de l'ASISDI ainsi que ceux de l'UFR / CFR.

## **AXA**

Nous avons obtenu avec difficulté un rendez-vous avec la Direction Activité Epargne et Retraite Entreprise d'AXA. Une réunion est prévue le 26 mars 2013. Les principaux sujets qui seront évoqués pour cette première réunion par M.C. Soumy et M. Amary sont : Point sur les « motivations » de la résiliation du contrat, impacts pour les adhérents du régime IBM. Inquiétudes des bénéficiaires de la rente AXA.

Présentation des comptes et mécanismes d'intéressement. Explication des rapports 2010 et 2011 reçu récemment par les adhérents.

Le groupe de travail AXA constitué en juin 2012 n'existe plus. M. de Maintenant est injoignable (téléphone ou courriel).

Néanmoins, nous avons mis sur le site internet les informations suivantes : rôle du Conseil de surveillance, constitution du Conseil de surveillance, le « précompté »,

## **Informatique de l'association**

Le but des modifications de notre informatique est de pouvoir assurer notre gestion sur un ordinateur quelle que soit sa position géographique et que les informations concernant les adhérents soient en temps réel sur le site internet.

G. Hentgés a réalisé un cahier des charges au 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 définissant les modalités pour transformer notre gestion (document joint en annexe).

Suite aux recommandations de M. Nicou (personne qui a fait notre site internet) nous avons demandé à la société All-in-Web de faire un chiffrage. Une autre entreprise a été contactée pour un chiffrage (Société Micro-Professeur).



## **Informatique de l'association (suite)**

Le cout global pour la réalisation du projet par la société All-in-Web est d'environ 4500€ TTC et 850€ de maintenance annuelle.

La Sté All-in-Web a fait une démonstration en décembre dernier en présence de plusieurs membres du Bureau. La nouvelle gestion du site devrait être installée courant avril 2013.

Nous recherchons parmi nos adhérents un informaticien pour aider G. Hentgés.

## **Recrutement**

L'opération de recrutement auprès d'anciens de la Compagnie IBM qui a été lancée en novembre 2011 a permis de recruter 275 personnes.

Les modifications importantes de la Mutuelle IBM qui seront évoquées par Michel Peiger ont fait l'objet de réunions à Paris et dans les régions. Nous profitons de ces réunions pour faire connaître l'ADREP et susciter des adhésions. A ce jour, nous avons reçu les demandes d'adhésions de 60 personnes suite à ces réunions. Pour certaines villes les réunions ont été organisées par les Délégués de l'ADREP (Marseille, Strasbourg...par exemple).

## **Siège de l'association**

Nous avons indiqué à la dernière Assemblée générale que le propriétaire de l'appartement où nous avons le siège de notre association souhaitait une augmentation du loyer supérieure à l'augmentation légale. Nous avons accepté une augmentation mensuelle de 100€.

Même si l'augmentation de loyer n'est pas très importante, nous nous sommes posé la question : cette dépense annuelle de 15000€ est-elle justifiée pour une faible utilisation du local. Nous avons essayé de partager ce local avec une autre association. Nous avons reçu deux propositions qui n'ont pas abouti. La possibilité de transférer notre siège a été envisagée dans les locaux de l'UFR (Union Française des Retraités), mais il était difficile d'avoir une pièce pour l'ADREP 2 ou 3 demi-journées par semaine.

Nous continuerons à étudier toutes les possibilités.

Nous avons maintenant la possibilité d'avoir une boîte à lettre et de faire des réunions dans la Maison des Associations du 12<sup>ème</sup> arrondissement. Le dernier Conseil d'Administration du 15 novembre 2012 s'est tenu dans ces locaux.

## **Rapprochement avec le CARA**

Nous avons créé en mai 2012 un groupe de travail commun (CARA – ADREP) afin d'étudier un éventuel rapprochement des 2 associations, dans le but de faire profiter les adhérents de leurs compétences respectives dans des domaines différents.

Le groupe de travail était constitué de 3 personnes de chaque association : Michèle Alborghetti, Jean Pierre Delmas et Daniel Sallé pour le CARA, Jeannine Hauteur, Pierre Jean Henry et Marie Claude Soumy pour l'ADREP. Les conclusions du groupe de travail concernèrent principalement les domaines de collaboration possibles :

- **Locaux** : partage éventuel de locaux en région si cela est possible (locaux alloués par IBM au CARA, place disponible, localisation géographique différente ...) permettrait une certaine synergie et une meilleures connaissance des uns et des autres.
- **Développement des relations** (existantes à ce jour ou non) entre Présidents délégués du CARA et Délégués régionaux de l'ADREP



## Rapprochement avec le CARA (suite)

Mise en place d'un **groupe commun CARA/ADREP** de « veille et d'échange » avec une réunion par trimestre, 3 personnes de chaque association et participation des 2 présidents

- **Echanges d'informations** : nomination d'un correspondant « communication » pour le CARA et un pour l'ADREP. Ces personnes auront la responsabilité et la coordination de l'échange d'information et publication dans les bulletins ou site internet. Conserver et indiquer la source (CARA ou ADREP) de l'information car peut constituer une forme de « publicité » pour chaque association et démontrer une collaboration intelligente
- **Participation d'intervenants** du CARA à certaines réunions de l'ADREP et inversement

## Actions avec UFR / CFR

Pour les retraites et les retraités, je ne suis pas certain que 2013 nous apporte de bonnes nouvelles. Comme vous avez pu le constater, depuis plusieurs mois, des articles paraissent presque quotidiennement dans la presse à ce sujet.

La plupart des régimes sont déficitaires et le Conseil d'Orientation des Retraites a identifié les critères sur lesquels il est possible d'agir pour parvenir à l'équilibre :

- le montant des cotisations payées par les actifs et les employeurs,
- l'âge de départ en retraite et/ou la durée de cotisation
- le montant des prestations versées, qu'il s'agisse des pensions elles-mêmes ou des réversions.

L'équilibre dépend aussi bien entendu de la démographie (allongement de la longévité, phénomène du Papy Boom...) et de la situation de l'économie :

ainsi, l'absence de croissance génère le chômage et la baisse du volume des cotisations, comme d'ailleurs l'augmentation des dépenses de l'UNEDIC qui enregistre un lourd déficit. En hausse depuis près de deux ans, le chômage poursuit sa course et les chiffres de 4,5% ou même 7 % retenus par le COR pour faire ses estimations ne semblent pas atteignables dans l'avenir prévisible.

Les syndicats refusent un recul de l'âge au-delà des 62 ans qui résulte de la loi de 2010, sont réticents à augmenter la durée de cotisation et certains sont prêts à envisager un gel total ou partiel des pensions.

Le patronat, s'il est prêt à envisager un recul de l'âge de la retraite est réticent à toute augmentation des cotisations et est sereinement prêt à geler les pensions.

Suite aux dernières négociations des partenaires sociaux les revalorisations des retraites ARRCO devraient être de 0,8% et de 0,5% pour AGIRC, l'inflation pour 2013 est prévue de 1,75%. Pour 2014 et 2015 sous indexation de -1 point par rapport à l'inflation.

Le patronat accepte une légère augmentation des cotisations +0,1 point en 2014 et + 0,1 point en 2015 (40% pour les salariés et 60€ pour employeurs).

Afin de défendre nos retraites actuelles, il me paraît difficile de faire confiance aux syndicats et au patronat. Aussi, il ne reste aux retraités pour se défendre qu'à se regrouper dans des fédérations. Il n'est pas facile d'obtenir des résultats, néanmoins, nous devons faire connaître nos positions à tous les niveaux des responsables politiques (députés, sénateurs, ministres..).



## Actions avec UFR / CFR (suite)

Notre association est adhérente à l'UFR (Union Française des Retraités) elle-même une des composante de la CFR (Confédération Française des Retraités) qui regroupe environ 1,5 millions d'adhérents.

### Résolution 1 :

**L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport d'activité du Conseil d'Administration présenté par son Président Michel Amary, l'approuve à l'unanimité et lui donne quitus.**

## Rapport financier : Jeannine Hauteur (*Trésorière*)

Sur le plan financier, l'année 2012 s'est déroulée de façon satisfaisante ;

### Recettes

	Réel 31/12/2011	Prevu 2012	Réel 31/12/2012
Nombre d'adhérents	1653	1783	1877
dont nouveaux	22	130	295
Montant de la cotisation (en €) (veufs/veuves 16€)	32 €	32 €	32 €

	Réel 31/12/2011	Prevu 2012	Réel 31/12/2012
<b>RECETTES</b>			
Cotisations	51 040	53 490	58 254
Dons	9 947	9 000	9 964
Annuaire	720	-	-
Autres revenus	1 010	800	1 790
Livre 100 ans IBM	5 042	-	33
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>67 759 €</b>	<b>63 290 €</b>	<b>70 041 €</b>

Le nombre d'adhérents est nettement supérieur aux prévisions avec 295 nouvelles adhésions..  
Les dons sont semblables à ceux de 2011 et supérieurs aux prévisions.

### Dépenses

	Réel 31/12/2011	Prevu 2012	Réel 31/12/2012
<b>DÉPENSES</b>			
Abonnements (Cour.des retr.- Liais.soc ...)	10 714	10 950	10 335
Impression /affranchissement	18 433	20 000	20 245
Cotisation UFR	5 353	5 200	4 959
Déplacements Délégués Régionaux	2 663	3 000	5 335
Entretien (matériel/locaux)	774	800	390
Loyer	13 458	14 900	14 330
Assurances	671	690	599
Téléphone	885	900	843
EDF	156	180	167
Réunions (Ass.générale, Conseil d'adm. )	797	1 000	-
Frais bancaires	308	350	302
Investissement informatique	136	300	100
Divers	6 424	100	120
<b>TOTAL DÉPENSES</b>	<b>60 772 €</b>	<b>58 370 €</b>	<b>57 725 €</b>



Nos dépenses sont inférieures aux prévisions car nous avons diffusé un bulletin de moins que prévu.

	Réel 31/12/2011	Réel 31/12/2012
<b>TRESORERIE</b>		
Compte Courant	2 928 €	6 919 €
Livret A	13 086 €	27 082 €
Comptes Titres	43 158 €	43 576 €
<b>TOTAL TRESORERIE</b>	<b>59 172 €</b>	<b>77 577 €</b>

### Résultats financiers 2011 – 2012

	2011	Prévis. 2012	2012
Recettes	67759	63290	70041
Dépenses	60772	58370	57725
Résultats	6987€	4920€	12316€

### Résultats financiers 2011 – 2012 (suite)

#### Résolution 2 :

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport financier 2012 approuve les comptes à l'unanimité tels qu'ils sont présentés et donne quitus au Président et à la Trésorière.

### Budget prévisionnel 2013

	Réel 31/12/2012	Prévis. 2013
Nombre d'adhérents	1877	1900
dont nouveaux	295	70
Montant de la cotisation (en €) (veufs/veuves 16€)	32 €	32 €
<b>RECETTES</b>		
Cotisations	58254	58900
Dons	9964	9900
Autres revenus	1790	1000
Livre 100 ans IBM	33	0
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>70 041 €</b>	<b>69 800 €</b>



Réel 31/12/2012

Prévis. 2013

### DÉPENSES

Abonnements (Cour.des retr.; Liais.soc ..)	10335	10600
Impression /affranchissement	20245	26000
Cotisation UFR	4959	5700
Déplacements Délégués Régionaux	5335	5500
Entretien (matériel/locaux)	390	400
Loyer	14330	14500
Assurances	599	620
Téléphone	843	870
EDF	167	180
Réunions (Ass.générale, Conseil d'adm. )	0	500
Frais bancaires	302	320
Investissement informatique	100	6000
Divers	120	150
<b>TOTAL DÉPENSES</b>	<b>57 725 €</b>	<b>71 340 €</b>

Nos dépenses prévisionnelles 2013 sont supérieures aux recettes, en particulier à cause de notre changement d'informatique (6000€). La maintenance annuelle sera de 850€.

Il n'est pas prévu pour le moment dans le budget de publier un nouvel annuaire. Compte tenu des nombreuses nouvelles adhésions ce sujet sera étudié. Toutefois il faut souligner que la liste des adhérents pourra être consultée en ligne avec le nouveau système informatique.

#### **Résolution 3 :**

**L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du budget prévisionnel 2013 approuve celui-ci à l'unanimité.**

#### **Résolution 4 :**

**Dans l'hypothèse où les dépenses de 2013 ne seraient pas en équilibre avec le budget prévisionnel 2013, l'Assemblée Générale autorise le Conseil d'Administration à augmenter la cotisation 2014 dans la limite de 4€.**

**Résolution adoptée à l'unanimité.**

### **Renouvellement partiel du Conseil d'Administration**

L'Assemblée générale enregistre l'élection ou la réélection des administrateurs suivants :

#### **Votants : 652**

Amary Michel	: 644	Fortwengler Claude	: 639
Dupuis Rémy	: 639	Gagnepain Raymond	: 640
Durelle François	: 645		

Lors de l'Assemblée générale nous avons proposé la candidature de Didier Becquart qui a repris la Délégation Nord au poste d'administrateur. Il a été élu à l'unanimité.



## **ACTIF – DPS par Christian Nicault (*Responsable des partenariats*)**

ACTIF est une entreprise d'Insertion fondée en 1996 à l'initiative d'anciens cadres de l'informatique. L'encadrement est réalisé par des retraités bénévoles et des salariés.

Il s'agit d'insertion de chômeurs et allocataires du RSA par la rénovation de micro-ordinateurs et la réalisation des services associés. Concerne l'insertion de jeunes en échec scolaire par la formation à la micro-informatique avec l'IUT Paris 5 en alternance avec l'Entreprise (FIDJI: Formation et Insertion des Jeunes par l'Informatique)

L'activité concerne la rénovation de micro-ordinateurs réformés par les Entreprises : fixes et portables et l'installation de nouveaux logiciels : système d'exploitation, antivirus, bureautique (Open Office)

Vente avec Garantie de 12 mois avec une boutique en ligne.

A ce jour, plus de 15 000 micro-ordinateurs ont été rénovés et vendus, avec les services associés, ce qui a permis de créer en moyenne **10 emplois** à notre atelier

La formation FIDJI a permis de recruter **268 jeunes** depuis le début, 90% ont obtenu leur diplôme à l'issue de leur contrat de 2 ans et 90% ont trouvé un emploi. 24 sont aujourd'hui en cours de formation en alternance entre l'IUT de Paris et les Entreprises d'accueil.

Il est possible de profiter d'un achat par an au tarif IBM (accès à la boutique en ligne: Site ADREP/Liens Utiles / ACTIF DPS).

Questions - Réponses :

Q : Quid des activités ACTIF-DPS en dehors de Paris ?

R : Il n'y a pas d'organisation ACTIF au plan national mais il y a des cellules autonomes ACTIF en province qui font essentiellement de l'activité micro mais ne gèrent pas de programme en alternance.

Q : Y a t il des besoins de bénévoles ? Quel est le niveau d'activité ?

R : Il y a aujourd'hui environ 14 personnes. On a besoin de personnes à mi-temps.

Q : Y a t il des exonérations de charges pour le programme FIDJI ?

R : FIDJI est pour les entreprises plus coûteux que l'apprentissage en alternance mais les entreprises le font pour des motivations sociales.

## **Union Française des Retraités (UFR) par Christian Bourreau (*Président*)**

Dans la situation économique difficile que connaît la France, la nécessité de rééquilibrer les comptes est impérieuse. Globalement les retraites ne sont pas équilibrées et les écarts se multiplient conduisant à présenter les retraités comme des nantis dont il conviendrait de réduire la prétendue aisance.

Comme les autres citoyens, les retraités devront participer aux efforts mais sans discrimination ni stigmatisation. Or ce n'est pas ce que l'on perçoit :

- Pourquoi avoir infligé une taxe de 0,3 % aux seuls retraités alors qu'il aurait été possible et plus simple de commencer à réduire l'écart concernant les taux de CSG (écart dont l'origine se perd dans la nuit des décennies et n'est plus justifié aujourd'hui).
- Pourquoi s'acharner sur la modeste déduction fiscale de 10 % accordée aux retraités alors que les actifs bénéficient d'une déduction jusqu'à 8 fois supérieure, que leurs frais professionnels sont le plus souvent remboursés par les entreprises et que Thomas Piketty, peu suspect de favoritisme pour les retraités considère qu'une déduction de 2 à 3 % serait suffisante.



## **Union Française des Retraités (UFR) par Christian Bourreau (suite)**

- Pourquoi prétendre que les retraités bénéficient de niches fiscales importantes, alors qu'Henri Sterdiniak a démontré que les retraités étaient bénéficiaires de niches à hauteur de 1375 € contre 1600 pour les actifs (et il n'avait rien compté pour la déduction pour frais professionnels des actifs)  
Solidaires, oui. Boucs émissaires, Non

### Question - Réponse

Q : Quelle est la position de la CFR vis à vis des retraites du secteur public ?

R : Parmi les adhérents de la CFR il y a des salariés du secteur public comme du secteur privé. Les comparaisons font apparaître une situation plus favorable du secteur public sur le plan des cotisations et sur celui des prestations. La CFR considère que cette situation est inique, injustifiée, scandaleuse et que le moyen d'y remédier est la mise en place d'un système de retraite universelle. Cela résoudra les problèmes d'équité et d'égalité mais pas les problèmes financiers.

## **Informations IBM France par Bruno Després (DRH IBM France)**

Le revenu 2012 est de 104 milliards de dollars avec un profit de 23 milliards de dollars. Ce revenu se répartit entre les US qui restent flat, l'Europe en décroissance de 5% et les pays émergents en progression de 7%.

**En France :** Le revenu est en baisse avec 2,9 milliards d'Euros pour 3 milliards en 2011, avec un profit en légère hausse à 540 millions d'Euros.

Nos effectifs en France sont de 9700 collaborateurs dont 9000 actifs et 700 détachés sur des activités extérieures (filiales-joint venture-mutuelle, etc.), de ces 700, 100 sont dispensés d'activités de fin de carrière.

Les grandes activités de la compagnie sont les Services avec environ 5000 personnes, la Recherche et Développement 700 personnes, cette activité de Recherche et Développement est très importante dans le domaine du développement de logiciels pour la corporate avec en 2011 la création du laboratoire France Lab qui est le 3ème laboratoire IBM de Développement.

La répartition de nos effectifs en France pour 9000 actifs est : 5400 sur Paris, 650 à Lagaude, 810 à Montpellier 400 à Orléans, le reste se trouvant réparti sur le territoire.

De ses effectifs, 30% sont des femmes, effectif que nous nous efforçons de maintenir malgré quelques difficultés de recrutement, les jeunes filles faisant des études techniques étant plus rares.

Nos prévisions d'embauche pour 2012 sont de 450 personnes dont 150 en CDI le reste des apprentis.

### **Au niveau Corporate**

Vous n'avez pas été sans constater que notre nouveau Chairman est une femme Madame Ginni Rometty qui insuffle à la compagnie un esprit nouveau et différent.

Nous sommes sous un plan de 5 ans 2011 – 2015 qui se décline en 3 éléments.



## **Au niveau Corporate (suite)**

IBM Smarter cities / communities qui consiste à apporter la technologie au service des clients à travers des contrats vers les grandes administrations, les grandes villes (Paris-Bordeaux-Montpellier)

IBM Big Data Analysis qui consiste à analyser des volumes très importants de données au niveau de la médecine, d'internet (comportement des internautes), etc.

Cloud Computing qui est de l'informatique déportée proposant un système de stockage de données. IBM a créé à Montpellier un centre qui se développe avec des perspectives intéressantes.

Enfin le 3<sup>ème</sup> élément est le développement des pays émergents ou IBM intervient au travers des projets d'infrastructures et des activités de conseils et développements d'applicatifs.

En particulier le développement de l'Afrique démarre très fortement. IBM a ouvert des agences dans une trentaine de pays.

Au-delà de ces éléments de croissance, il faut évoquer l'évolution informatique.

Il y a eu la période des tabulatrices, puis l'informatique programmable et aujourd'hui une informatique cognitive qui à travers le traitement de données de volume considérable sera, et, est capable d'optimiser des diagnostics dans le domaine médical mais aussi dans bien d'autres domaines comme le domaine bancaire.

IBM continue l'acquisition de sociétés principalement de logiciels, investit dans la Recherche et Développement à hauteur de 6 milliards de dollars ;

IBM reste la compagnie qui dépose le plus de brevets au monde.

**En France**, Les clients sont très attentistes et en particulier les plus importants, l'hyper concentration de notre chiffre d'affaires sur ces clients est une difficulté. 20% des clients représentent 60% du chiffre d'affaire.

Nos activités de service restent tendues, celles du software plutôt en progression et pour le hardware c'est plutôt bon.

Sur le plan social, le dialogue social est assez actif avec des accords d'entreprise. Modification de la répartition des comités d'établissements pour tenir compte de la répartition des effectifs

### **En réponse à des questions :**

Il n'y a plus de fabrication de machines neuves en France, ni de composants.

Montpellier conserve un peu d'activités dans le cadre de machines d'occasion.

La tendance de l'évolution des ressources sera plutôt à la baisse en 2013.

Les effectifs globaux sont de 430.000 collaborateurs, en Inde 130.000, les USA 75.000, la Chine 70.000.

La France représente 3% du revenu mondial.

**Concernant AXA** la procédure est en cours, IBM conteste les actions d'AXA sur la gestion du Fond 2. Le fond 1 est et reste sans changement. Une prochaine audience est prévue au mois d'avril.

## **CARA par Jacques Gros (Président)**

Jacques Gros, président du CARA (Club des Anciens, Retraités et Actifs) d'IBM France, présente rapidement l'organisation du CARA ses près de 3000 adhérents, ses activités essentiellement ludiques (voyages, visites de musée, etc...) et technologiques (informations sur l'évolution des technologies, lien avec IBM). Activités complémentaires avec l'ADREP et qui ont justifié un rapprochement des deux associations avec l'échange par exemple d'informations régulières.



## **ASISDI par Yvan Strohl (*Vice Président*)**

Yvan Strohl, vice Président et délégué pour la région Ile de France de l'ASISDI, présente l'organisation et les principales activités de l'association.

Par ses statuts, l'ASISDI doit recruter des personnes d'IBM mises en disponibilité par des plans de départ collectifs. Le dernier plan date de 2006.

L'ASISDI s'assure que tous les avenants au contrat de travail sont bien appliqués en particulier en cas de changement de réglementation. Aide également les personnes à monter le dossier de retraite, en particulier, pour ceux qui ont eu plusieurs employeurs.

L'association n'a plus que 555 membres et un seul en préretraite (partira en retraite en 2014), tous les autres sont retraités.

L'association a déposé 365 dossiers auprès d'IBM, 265 sont réglés.

L'ASISDI sera dissoute lorsque qu'il n'y aura plus de préretraités et que tous les dossiers seront réglés.

Les responsables de l'ASISDI recommandent à ses adhérents d'adhérer à l'ADREP.

## **HUMANIS par Céline Romain Chargée des relations extérieures**

Céline Romain, chargée des relations extérieures à Humanis, a présenté le groupe Humanis et l'action sociale de l'entreprise.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, Humanis est né de la fusion de 3 groupes : Aprionis, Vauban et Novalis Taitbout.

Groupe à but non lucratif qui compte 692000 entreprises adhérentes avec près de 10 millions de personnes protégées et 6600 collaborateurs.

Humanis est le 1<sup>er</sup> intervenant en retraites complémentaires (22,40%) de l'ensemble Agirc et Arrco (11,5 milliard d'euros de cotisation). 2<sup>ème</sup> rang des institutions de prévoyance (2,6 millions d'euros de cotisation). 1<sup>er</sup> acteur en santé collective. 3<sup>ème</sup> rang des groupements mutualistes. 1<sup>er</sup> intervenant paritaire en épargne salariale.

### **Personnes à contacter pour obtenir une aide :**

#### **Aides individuelles**

- NOVALIS Retraite Arrco : 01 58 82 63 52
- NOVALIS Retraite Agirc : 01 58 82 62 27
- CRE – IRCAFEX : 01 58 82 63 99
- NOVALIS Prévoyance : 01 58 82 62 29

#### **Réalisations sociales**

- Accompagnement et hébergement des personnes âgées : 01 58 82 54 34 / 66 30
- Vacances : 01 58 82 44 62
- Handicap : 01 58 82 58 47 / 49 31 / 01 46 84 35 88

#### **Réseau**

- Prévention : 01 58 82 47 11
- Veuvage, aidants familiaux : 01 58 82 51 19
- Bénévolat : 01 58 82 55 87
- Retour à l'emploi : 01 58 82 49 58
- Sortir Plus : 0 810 360 560
- Aide à domicile momentanée : 0 810 360 560
- Fil Plus : 0 810 610 112
- Solutions Habitat : 0825 888 525 (0.15 € / mn)



## **Humanis - Personnes à contacter pour obtenir une aide (suite)**

**Email : [action-sociale@novalistaitbout.com](mailto:action-sociale@novalistaitbout.com)**

**Internet : [www.novalistaitbout.com](http://www.novalistaitbout.com)**

*L'ensemble de la présentation des services Humanis sont sur le site de l'ADREP.*

### **Questions – Réponses**

Q : Y a t il des accords avec les professions médicales (dentistes en particulier).

R : Non, ce n'est pas pour le moment un axe d'action mais cela pourrait changer dans le futur.

Q : Un participant rapporte une expérience très négative dans le cas du décès d'un retraité et des difficultés/retards dans le traitement de la pension de réversion.

R : Oui il y a eu des problèmes liés à la fusion des systèmes informatiques lors du rapprochement des 3 organisations fondatrices d'Humanis.

.

### **Mutuelle IBM par Michel Peiger (*Président*)**

Michel Peiger, Président de la Mutuelle intervient ensuite afin d'exposer la situation présente de la Mutuelle ainsi que ses perspectives d'évolution.

En premier, il remercie l'ADREP pour le soutien efficace fourni par ses représentants conjointement avec ceux du CARA et de l'ASISDI, dans l'organisation des récentes rencontres avec les adhérents de la Mutuelle. En deux mois, une trentaine de réunions ont permis à travers la France de rencontrer environ 20 pour cent des adhérents. Cet effort de communication jamais entrepris auparavant sur une telle échelle, tant par la Mutuelle que par aucune autre complémentaire-santé, a permis par des échanges en direct d'expliquer sa stratégie de modernisation concrétisée par la mise en place effective au 1<sup>er</sup> juin 2013 d'un ensemble de quatre offres IBaMéo ; ces dernières s'ajoutant à un contrat collectif plus performant opérationnel depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2012 pour les salariés des entreprises adhérentes.

Dans ce contexte, il a mentionné une légère baisse des effectifs en 2012 provenant des salariés d'IBM qui continuent de décroître ainsi que la taxation de plus en plus importante des Mutuelles par les Pouvoirs Publics, 13,27 % des cotisations perçues étant reversées à l'URSSAF et au Trésor Public. Afin de ne pas rester isolée, la Mutuelle, outre la mise en place de son partenariat avec Macif Mutualité, est devenue en début d'année membre de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF) ouvrant ainsi la possibilité à ses adhérents d'avoir accès à de nouveaux services.

Ainsi qu'annoncé dans l'éditorial du dernier numéro de son bulletin, l'Esprit de Corps, 2013 est « l'année de tous les défis ». En effet, non seulement la Mutuelle propose à ses adhérents de migrer du régime actuel de couverture de soins vers une offre IBaMéo mais dans le même temps, elle modernise son système d'information en le faisant migrer vers la plate-forme de notre partenaire afin de remplacer l'actuel. Depuis quinze ans, celui-ci a rendu de louables services mais il n'est plus adapté à la complexité croissante imposée par la gestion des nouveaux contrats évoqués ci-avant.



## **Mutuelle IBM par Michel Peiger (suite)**

Dans ce contexte, le Président a rappelé la nécessité pour la Mutuelle de s'adapter à l'environnement afin de lutter efficacement contre une concurrence effrénée et pouvoir encore mieux répondre aux attentes de ses adhérents tout en restant compétitive.

Il a notamment mentionné que redistribuant sous forme de prestations environ 90 % des cotisations (hors taxes), la Mutuelle était l'une des plus performantes que l'on puisse trouver sur le marché. Forte de ses valeurs, c'est dans ces conditions qu'elle assurera la pérennité de son fonctionnement en recherchant notamment de nouveaux axes de développement.

En réponse aux questions posées, notamment en matière de cotisations, il a fait valoir que la Mutuelle était tenue d'appliquer, sans aménagement possible à court terme, les décisions prises par son Assemblée Générale en juin 2012 ainsi qu'elle en a rendu compte dans ses différents supports. Sans préjuger des décisions qui pourraient être prises par cette même Assemblée Générale qui, conformément au code de la Mutualité est souveraine dans de nombreux domaines, des aménagements sont possibles afin d'améliorer encore le service rendu. C'est ce sur quoi le Conseil d'Administration s'emploie présentement afin de pouvoir les proposer aux délégués qui représentent les adhérents au sein de cette assemblée.

Là encore les adhérents seront tenus informés par les moyens de communication dont dispose la Mutuelle ainsi bien entendu que par l'ADREP.

**Marie-Claude Soumy**  
Secrétaire Générale

**Michel Amary**  
Président

6 avril 2013